

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2005 — 2302 (2005 — 1422)

[C — 2005/22767]

**22 MAI 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Erratum**

Dans l'arrêté royal du 22 mai 2005 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, publié au *Moniteur belge* n° 179 du 8 juin 2005, p. 26406, texte français, à l'article 1<sup>er</sup> la phrase « L'assimilation visée au § 1<sup>er</sup>, 2°, ne peut toutefois pas être accordée pour une année pour laquelle le travailleur indépendant aidé n'a pas payé toutes les cotisations visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 72. »

doit être lue comme suit :

« Les assimilations visées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ne peuvent toutefois pas être accordées pour une année pour laquelle le travailleur indépendant aidé n'a pas payé toutes les cotisations visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 72. »

et la phrase :

« Les assimilations visées au § 1<sup>er</sup> ne peuvent être accordées que si l'intéressé est né avant le 1<sup>er</sup> décembre 1970, et pour autant qu'il ne puisse pas justifier, soit dans le seul régime des travailleurs indépendants, soit ensemble dans le régime des travailleurs indépendants et dans celui des travailleurs salariés, soit dans un autre régime de pension, établi par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société nationale des Chemins de Fer belges carrière professionnelle située avant le 15 janvier de l'année au cours de laquelle il atteint un des âges visés aux articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997, qui dépasse les deux tiers d'une carrière professionnelle complète après application du § 1<sup>er</sup>. »

doit être lue comme suit :

« Les assimilations visées au § 1<sup>er</sup> ne peuvent être accordées que si l'intéressé est né avant le 1<sup>er</sup> décembre 1970, et pour autant qu'il ne puisse pas justifier, soit dans le seul régime des travailleurs indépendants, soit ensemble dans le régime des travailleurs indépendants et dans celui des travailleurs salariés, soit dans un autre régime de pension, établi par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société nationale des Chemins de Fer belges, d'une carrière professionnelle située avant le 15 janvier de l'année au cours de laquelle il atteint un des âges visés aux articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997, qui dépasse les deux tiers d'une carrière professionnelle complète après application du § 1<sup>er</sup>. »

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2005 — 2302 (2005 — 1422)

[C — 2005/22767]

**22 MEI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen. — Erratum**

In het koninklijk besluit van 22 mei 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* nr. 179 van 8 juni 2005, blz. 26406, Franse tekst, dient in artikel 1 de zin « L'assimilation visée au § 1<sup>er</sup>, 2°, ne peut toutefois pas être accordée pour une année pour laquelle le travailleur indépendant aidé n'a pas payé toutes les cotisations visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 72. »

als volgt te worden gelezen :

« Les assimilations visées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ne peuvent toutefois pas être accordées pour une année pour laquelle le travailleur indépendant aidé n'a pas payé toutes les cotisations visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 72. »

en dient de zin :

« Les assimilations visées au § 1<sup>er</sup> ne peuvent être accordées que si l'intéressé est né avant le 1<sup>er</sup> décembre 1970, et pour autant qu'il ne puisse pas justifier, soit dans le seul régime des travailleurs indépendants, soit ensemble dans le régime des travailleurs indépendants et dans celui des travailleurs salariés, soit dans un autre régime de pension, établi par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société nationale des Chemins de Fer belges carrière professionnelle située avant le 15 janvier de l'année au cours de laquelle il atteint un des âges visés aux articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997, qui dépasse les deux tiers d'une carrière professionnelle complète après application du § 1<sup>er</sup>. »

te worden gelezen als volgt :

« Les assimilations visées au § 1<sup>er</sup> ne peuvent être accordées que si l'intéressé est né avant le 1<sup>er</sup> décembre 1970, et pour autant qu'il ne puisse pas justifier, soit dans le seul régime des travailleurs indépendants, soit ensemble dans le régime des travailleurs indépendants et dans celui des travailleurs salariés, soit dans un autre régime de pension, établi par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société nationale des Chemins de Fer belges, d'une carrière professionnelle située avant le 15 janvier de l'année au cours de laquelle il atteint un des âges visés aux articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997, qui dépasse les deux tiers d'une carrière professionnelle complète après application du § 1<sup>er</sup>. »

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2005 — 2303

[C — 2005/22755]

**10 AOUT 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1993 fixant le montant des rétributions visées à l'article 13bis de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 13bis, inséré par la loi du 29 décembre 1990 et modifié par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1993 fixant le montant des rétributions visées à l'article 13bis de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000, 7 décembre 2001 et 4 juillet 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 avril 2004;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 juin 2004;

Vu l'avis n° 37.844/3 du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> février 2005;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU**

N. 2005 — 2303

[C — 2005/22755]

**10 AUGUSTUS 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1993 tot vaststelling van het bedrag van de bijdragen bedoeld in artikel 13bis van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 13bis, ingevoegd bij de wet van 29 december 1990 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1993 tot vaststelling van het bedrag van de bijdragen bedoeld in artikel 13bis van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, 7 december 2001 en 4 juli 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 april 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juni 2004;

Gelet op het advies nr. 37.844/3 van de Raad van State, gegeven op 1 februari 2005;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 20 juillet 1993 fixant le montant des rétributions visées à l'article 13bis de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, est inséré un article 1<sup>er</sup>ter, rédigé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>ter. Le Formulaire Thérapeutique Magistral, première édition Médecins, est fourni contre paiement d'une rétribution de 8 euro.

Un exemplaire du Formulaire Thérapeutique Magistral, première édition Médecins, est remis à titre gratuit aux médecins généralistes, aux médecins en formation professionnelle de généraliste, aux médecins spécialistes en dermatologie et aux médecins spécialistes en formation pour la spécialité de dermatologie - vénéréologie.

Pour les médecins en formation professionnelle de généraliste et les médecins spécialistes en formation pour la spécialité de dermatologie - vénéréologie la réglementation susmentionnée vaut pour trois ans à partir de 2004. »

**Art. 2.** Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

Op de voordracht van onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 20 juli 1993 tot vaststelling van het bedrag van de bijdragen bedoeld in artikel 13bis van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, wordt een artikel 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1ter. Het Therapeutisch Magistraal Formularium, eerste uitgave Artsen, wordt verstrekt tegen betaling van een bijdrage van 8 euro.

Aan de huisartsen, de huisartsen in beroepsopleiding, de geneesheren - specialisten in de dermatologie en de geneesheren - specialisten in opleiding voor de specialiteit dermatologie - venerologie wordt één exemplaar van het Therapeutisch Magistraal Formularium, eerste uitgave Artsen, kosteloos bezorgd.

Voor de huisartsen in beroepsopleiding en de geneesheren - specialisten in opleiding voor de specialiteit dermatologie - venerologie geldt de voornoemde regeling voor drie jaar te rekenen vanaf 2004. »

**Art. 2.** Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2005 — 2304 (2005 — 1822)

[C — 2005/22770]

**13 JUILLET 2005. — Loi concernant l'instauration  
d'une cotisation annuelle à charge de certains organismes  
Errata**

Au *Moniteur belge* n° 232 du 29 juillet 2005, 2<sup>ème</sup> édition, il y a lieu :

— p. 33547, texte néerlandais, de supprimer le mot « is » dans l'article 2, a) et d'ajouter le mot « is » dans l'article 2, b) après les mots « of voorzien »;

— p. 33548, texte français, de supprimer le mot « mais » dans l'article 3, § 3;

— p. 33548, texte français, de remplacer les mots « é titre » par les mots « à titre » dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>;

— p. 33548, texte néerlandais, de remplacer les mots « mee : » par les mots « mee. » dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, et de remplacer les mots « bijdragejaar » par le mot « bijdragejaar » dans l'article 5, § 2;

— p. 33548, texte français, de remplacer les mots « l'article 7, 2° : » par les mots « l'article 7, 2°. » dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>;

— p. 33548, texte français, de lire « cotisation » au lieu de « cotation » dans l'article 5, § 2;

— p. 33548, texte français, de lire respectivement « loi », « montant » et « initial » au lieu de « toi », « montent » et « tial » dans l'article 5, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>;

— p. 33548, texte français, de lire respectivement « pour », « revisant » et « concernant » au lieu de « sur », « visant » et « concernart » dans l'article 5, § 3, alinéa 2;

— p. 33548, texte français, de lire « sont, pour ce qui concerne » au lieu de « sont sur ce qui concerne » et « en vertu de la législation » au lieu de « en vertu la législation » dans l'article 5, § 4;

— p. 33548, texte français, de lire « jusques et y compris » au lieu de « jusque, et y compris » dans l'article 6;

— p. 33549, texte français, de lire « les dispositions des articles 3, § 3, 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et 5, §§ 1<sup>er</sup> et 2 » au lieu de « les dispositions des articles 5, § 3, 6, alinéa 1<sup>er</sup>, et 7, §§ 1<sup>er</sup> et 2 » dans l'article 8;

— p. 33549, texte français, de lire « ont dû être » au lieu de « ont du être » dans l'article 9, § 2;

— p. 33550, texte français, de lire « La Ministre des Classes moyennes » au lieu de « La Ministre des Classe moyennes » après les mots « Par le Roi : ».

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2005 — 2304 (2005 — 1822)

[C — 2005/22770]

**13 JULI 2005. — Wet betreffende de invoering  
van een jaarlijkse bijdrage ten laste van bepaalde instellingen  
Errata**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 232 van 29 juli 2005, Ed. 2 :

— blz. 33547, Nederlandse tekst, dient het woord « is » te worden geschrapt in artikel 2, a) en het woord « is » te worden toegevoegd in artikel 2, b) na de woorden « of voorzien »;

— blz. 33548, Franse tekst, dient het woord « mais » te worden geschrapt in artikel 3, § 3;

— blz. 33548, Franse tekst, dienen de woorden « é titre » te worden vervangen door de woorden « à titre » in artikel 4, eerste lid;

— blz. 33548, Nederlandse tekst, dienen de woorden « mee : » te worden vervangen door de woorden « mee. » in artikel 5, § 1, en de woorden « bijdrage jaar » vervangen door het woord « bijdragejaar » in artikel 5, § 2;

— blz. 33548, Franse tekst, dienen de woorden « l'article 7, 2° : » te worden vervangen door de woorden « l'article 7, 2°. » in artikel 5, § 1;

— blz. 33548, Franse tekst, dient « cotisation » te worden gelezen in plaats van « cotation » in artikel 5, § 2;

— blz. 33548, Franse tekst, dient respectievelijk te worden gelezen « loi », « montant » en « initial » in plaats van « toi », « montent » en « tial » in artikel 5, § 3, eerste lid;

— blz. 33548, Franse tekst, dient respectievelijk te worden gelezen « pour », « revisant » en « concernant » in plaats van « sur », « visant » en « concernart » in artikel 5, § 3, tweede lid;

— blz. 33548, Franse tekst, dient te worden gelezen « sont, pour ce qui concerne » in plaats van « sont sur ce qui concerne » en « en vertu de la législation » in plaats van « en vertu la législation » in artikel 5, § 4;

— blz. 33548, Franse tekst, dient te worden gelezen « jusques et y compris » in plaats van « jusque, et y compris » in artikel 6;

— blz. 33549, Nederlandse tekst, dient te worden gelezen « de bepalingen van de artikelen 3, § 3, 4, eerste lid, en 5, §§ 1 en 2 » in plaats van « de bepalingen van de artikelen 5, § 3, 6, eerste lid, en 7, §§ 1 en 2 » in artikel 8;

— blz. 33549, Franse tekst, dient te worden gelezen « ont dû être » in plaats van « ont du être » in artikel 9, § 2;

— blz. 33550, Franse tekst, dient te worden gelezen « La Ministre des Classes moyennes » in plaats van « La Ministre des Classe moyennes » na de woorden « Par le Roi : ».